

La Côte-Saint-André

ACTU VUE PAR / Monique Limon, députée de la 7^e circonscription. Elle co-organise les ateliers départementaux lancés dans le cadre du deuxième chantier des Etats généraux de l'alimentation, vendredi 17 novembre, au lycée agricole de La Côte Saint-André.

« Le système est complètement obsolète : il faut de nouvelles règles »

Après une première rencontre au même endroit en septembre, voilà que les députés de l'Isère lancent un second temps de concertation. Pourquoi ces Etats généraux en deux temps ?

Parce que la priorité des priorités, c'était d'aborder les questions de la création et de la répartition de la valeur. C'est ce dont nous avons débattu en septembre. Des propositions ont été avancées au cours des rencontres et des ateliers organisés en Isère. Nous les avons fait remonter au niveau national. Elles ont rejoint l'ensemble des contributions recueillies lors des auditions et des autres ateliers départementaux et nationaux. Une première série de conclusions a été tirée de ces échanges et des annonces ont été faites par le président de la République à Rungis le 11 octobre. Le chef de l'Etat a notamment annoncé que la loi allait être changée pour que les contrats soient d'abord fondés sur les coûts de production des agriculteurs. Il a également souligné la nécessité de structurer les filières, via les interprofessions, et, pour les producteurs, de se regrouper pour mieux s'organiser et être force de proposition. C'est une première étape

Et maintenant...

Nous allons traiter la thématique de l'alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous. Vendredi, au lycée de La Côte-Saint-André, les échanges se feront autour d'ateliers thématiques durant lesquels producteurs, transformateurs, distributeurs, chercheurs, techniciens, consommateurs, mais aussi associations et représentants du monde de l'enseignement témoigneront de leurs pratiques et feront des propositions.

Quelles seront les thématiques abordées ?

Nous avons prévu six ateliers sur les questions liées à la durabilité des pratiques, à la santé, à l'accessibilité d'une

alimentation saine et sûre, au gaspillage et à la formation. Un septième, plus transversal, est destiné à préparer l'avenir. Dans cet atelier, nous aborderons la question des investissements, de l'accompagnement technique et de la recherche : que faut-il mettre en œuvre pour offrir à nos concitoyens une alimentation performante sur le plan environnemental, sanitaire, social et économique.

A qui s'adressent ces échanges ?

Nous avons convié l'ensemble des acteurs qui sont partie prenante dans le dossier de l'alimentation : les producteurs bien sûr, mais aussi les représentants des industries agro-alimentaires, des distributeurs, des chambres consulaires et des services de l'Etat, les laboratoires, les associations de consommateurs, les élus, les associations caritatives et d'aide alimentaire, le Crédit agricole, la MSA ou encore l'Agence régionale de la santé. Il s'agit de mettre tout le monde autour de la table et d'obtenir une participation de la même qualité que la première fois, c'est intéressant de travailler comme ça, de travailler avec les « sachants », les gens dont c'est le métier.

Qu'attendez-vous de cette deuxième session d'ateliers ?

Une participation aussi importante, voire plus que la première fois, et des propositions concrètes que nous puissions faire remonter au national. Nous, élus, sommes des passeurs. De ce point de vue, les Etats généraux sont une grande réussite : nous ne sommes pas déçus des retours du président de la République. Par ailleurs, à un niveau très local, je trouve bien de saisir les occasions qui se présentent pour faire réfléchir les gens ensemble. Ce sont à chaque fois des personnes de générations et d'horizons différents qui se parlent et échangent. Ce



La députée Monique Limon est membre de la commission Economie-Agriculture de l'Assemblée nationale.

qui me frappe, c'est de voir combien des personnes si diverses peuvent se rassembler pour défendre ce qui est la base, à savoir notre alimentation.

La démarche a suscité pas mal d'espoir en juillet, mais depuis, il y a eu la crise du beurre, les controverses autour du glyphosate... Les Etats généraux vont-ils vraiment changer la donne ?

Les évolutions ne vont pas se faire en un jour. Mais pour que ça change, il faut en passer par là. C'est la bonne démarche. L'intérêt, c'est que tout le monde est obligé de se mettre autour de la table, car on est au bout du bout. Il n'y a plus de beurre dans les rayons ? Mais de qui se moque-t-on ? Le système est complètement obsolète. Il faut mettre en place de nouvelles règles qui empêchent de tels agissements. Je ne suis pas pour le grand soir, mais je pense qu'on va y arriver. Il ne faut rien lâcher. ■

Propos recueillis par MB